



N° 2023 -BU-16

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-trois, le 9 Février, à dix-sept heures trente, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du site administratif de Cercy-la-Tour sous la Présidence de Serge CAILLOT.

Présents :

Serge CAILLOT, Jean-Christophe SAVE, Antoine-Audoine MAGGIAR (en visio), Annick BERTRAND, Didier BOURLON, Michel MULOT, Michel MARIE, Yves PERRAUDIN, Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER, Pierre TISSIER-MARLOT,

Absents excusés : /

Étaient également présents : Maëlle GRANGEON, DGS.

Secrétaire de séance : Yves PERRAUDIN

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 13
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 13

Envoyé en préfecture le 24/02/2023
Reçu en préfecture le 24/02/2023
Publié le
ID : 058-200067882-20230209-2023_BU_16-DE



Proposition NEOPTIM

N° 2023-BU-16

Monsieur le Président explique que la CCBLM a reçu une proposition de contrat de mission de Néoptim pour réaliser des économies sur la fiscalité de l'énergie.

Après avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité, valide la proposition de Néoptim pour réaliser des économies sur la fiscalité de l'énergie et autorise Monsieur le Président à signer le contrat.

**Le Secrétaire de Séance,
Yves PERRAUDIN.**



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 9 Février 2023**

**Le Président,
Serge CAILLOT.**

Ordre de mission

Optimisation des charges et recettes

Le CONSULTANT :

- ② 20, avenue André Prothin,
92400 Courbevoie
- ② 513 488 395
- ② DDP CONSEIL

Le CLIENT : Communauté de Communes
Bazois Loire Morvan
Siège social : 11 place La Fayette 58290 Moulins-Engilbert
SIREN : 200 067 892
Représentée par : Serge CAILLOT

② Période expertisée

Le dispositif couvre les 36 mois précédant l'envoi du courrier aux caisses de cotisations ainsi qu'un accompagnement de 12 mois suivant le remboursement de la régularisation créditrice.

② Champs analysés et objet de la mission.

La mission portera sur la recherche d'économies et de leviers financiers en lien avec les contributions obligatoires de toutes natures. Notre mission ne portera pas sur des thématiques faisant l'objet d'un accompagnement.

② Les livrables

Le Consultant remettra sur demande des livrables au Client pouvant contenir des fichiers et matrices de calcul, des rapports d'expertise, des modèles de support ou encore des tableaux de synthèse exposant le ou les montants ayant fait l'objet d'une analyse.

② La facturation

La rémunération annuelle est égale à 10% HT des économies constatées et effectivement réalisées à la suite de la mise en œuvre des préconisations du CONSULTANT.

L'ordre de mission, ainsi rédigé entre les deux PARTIES, prend effet au jour de la signature.

Fait en deux exemplaires originaux,

A. Moulins-Engilbert

Pour le **CLIENT**,

(Précédée de la mention « lu et approuvé bon pour accord »)



Lu et approuvé
Serge CAILLOT

Le 20/02/2022

Pour le **CONSULTANT**,

« Lu et approuvé bon pour accord »

Davy DERAJ

NEOPTIM CONSULTING
SAS AU CAPITAL DE 600.000 €
R.C.S. NANTERRE 513 488 395
TOUR EUROPLAZA
20, AVENUE ANDRÉ PROTHIN
92400 COURBEVOIE



Conditions générales de prestations de services

Le Cabinet NEOPTIM CONSULTING,

- Siège social : 20, avenue André Prothin, 92400 Courbevoie
- Immatriculé au RCS de Nanterre,
- Sous le numéro SIREN 513488395
- Forme juridique : SAS au capital de 800 000 €
- Représentée par : Société DDP CONSEIL
- Dument habilité à cet effet,

Ci-après le dénommé le « CONSULTANT ».

Et d'autre part,

L'entité

Communauté de Communes Bazois Loire Mayen

- Siège social : 11 place Lafayette 58200 Naulins Engilbert
- Immatriculée RCS de.....
- Sous le numéro.....
- Forme juridique : EPCI.....
- Au capital de.....€.
- Représentée par : Serge CAILLIOT.....

Dument habilité(e) à cet effet,

Ci-après dénommé le « CLIENT ».

Ci-après désignée individuellement la « PARTIE » et collectivement les « PARTIES ».

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le CONSULTANT effectue des missions d'audit et de conseil ayant pour objectif d'évaluer et de quantifier des exonérations, des allègements, des sources de recettes, des remboursements de crédits de toute nature dans le domaine suivants (ci-après la (les) « Prestation(s) ») :

- Allègement de charges sociales
- Allègement des charges fiscales et de la fiscalité

Le CLIENT souhaite connaître, pour ensuite éventuellement les mettre en place, les solutions d'optimisation susceptibles de le concerner et, à ce titre, à faire appel au CONSULTANT.

C'est dans ces conditions que les PARTIES conviennent des présentes.

Article 1. Objet

Les présentes Conditions Générales de Prestations de Services (ci-après les « Conditions Générales ») ont pour objet de déterminer les conditions de l'intervention du CONSULTANT dans le cadre de la mission qui lui est confiée par le CLIENT, laquelle consiste en une mission (i) d'audit pour l'évaluation des intérêts de la mise en place des leviers dans le(s) domaine(s) souhaité(s), et (ii) de mise en application des recommandations effectuées par le CONSULTANT en cas d'acceptation du CLIENT (ci-après la « Mission »).

NEOPTIM s'engage à faire appel le cas échéant à un ensemble d'experts compétents ayant des professions réglementées au titre desquelles il est possible de citer les avocats. Le contrat régissant les relations entre les PARTIES (ci-après le « Contrat ») est constitué de l'association des présentes Conditions Générales et de l'Ordre de Mission (ou des Ordres de Missions) (ci-après l'« OM »/ les « OM ») spécifique(s) à la mission du CONSULTANT, à l'exception de

tout autre document. Le Contrat ne pourra être modifié que par un avenant signé des deux PARTIES. Cet avenant aura le rang du document qu'il complète ou amende.

Les différentes étapes de la Mission du CONSULTANT sont les suivantes :

1.1 Audit

(i) L'accès aux documents du CLIENT

Le CONSULTANT auditera l'intégralité des documents du CLIENT qu'il estimera nécessaires à l'accomplissement de sa mission. À cette fin, le CLIENT s'engage à fournir au CONSULTANT tous les documents demandés par le CONSULTANT dans les meilleurs délais. Par voie d'exception, le CLIENT donnera au CONSULTANT accès aux documents demandés.

En outre, le CLIENT s'engage à fournir au CONSULTANT tous les éléments et documents justifiant de la réalisation des régularisations au plus tard dans les soixante (60) jours de la demande.

La régularisation désigne toutes réductions de coûts ou de charges, les remboursements, les déductions, les avis de crédits, les intérêts moratoires, les dégrèvements, les remises ou améliorations de la situation du CLIENT.

(ii) La remise du Rapport

Une fois l'audit achevé, le CONSULTANT remettra au CLIENT, un rapport d'expertise gratuit et sans engagement financier contenant des recommandations ou un dossier de mise en application (ci-après le « Rapport »).

PARAPHES

Envoyé en préfecture le 24/02/2023

Reçu en préfecture le 24/02/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230209-2023_BU_16-DE

S²LOW

La remise du Rapport au CLIENT sera effectuée soit par e-mail, soit en main propre contre récépissé.

Tout refus de poursuite de la mission de la part du CLIENT devra être notifié par écrit. A défaut d'indication de la part du CLIENT, le CONSULTANT poursuivra sa mission.

La remise du rapport scelle la paternité du CONSULTANT sur les recommandations émises au CLIENT. Le CONSULTANT aura la charge de la totalité des préconisations qu'il aura identifiées et / ou chiffrées et / ou analysées pour le compte du CLIENT.

Par voie de conséquence, si le CONSULTANT parvient à identifier des économies supplémentaires sur un sujet connu du CLIENT et qui auraient échappé à l'analyse du CLIENT comme d'un concurrent, le CONSULTANT sera en charge uniquement de la partie supplémentaire qu'il aura identifiée.

Également par voie de conséquences, même en cas de refus de la poursuite de la mission, le CLIENT ne pourra mettre en application les préconisations du CONSULTANT que ce soit par lui-même ou par un tiers.

1.2. Mise en œuvre des recommandations

Le CONSULTANT assistera le CLIENT dans la mise en œuvre des recommandations qu'il aura effectuées dans le cadre de sa mission.

À cette fin, le CONSULTANT aura la charge de traiter toutes les informations nécessaires et d'assurer le traitement des correspondances avec les organismes concernés afin d'obtenir le cas échéant (i) les restitutions financières et/ou (ii) les économies d'impôt requises.

Article 2. Confidentialité

Les PARTIES s'engagent à conserver la stricte confidentialité des présentes Conditions Générales ainsi que de tout document, information ou donnée, quelle qu'en soit la nature ou le support, échangée entre elles, directement ou indirectement dans le cadre du contrat.

En particulier, le CONSULTANT s'engage à garder strictement confidentiel tous les documents qui lui sont remis dans le cadre de l'audit. Le CLIENT s'engage à garder strictement confidentiel le rapport qui lui est remis, et par le CONSULTANT à l'issue de l'audit et tout autre rapport remis à l'occasion de l'exécution du contrat.

Le CONSULTANT s'engage à détruire l'ensemble des informations récupérées lors de sa mission une fois cette dernière terminée.

Les PARTIES se portent fort du respect de cet engagement de confidentialité par leur personnel et éventuel sous-traitant.

Article 3. Conditions financières

3.1 Montant des honoraires

Les honoraires du CONSULTANT et leurs modalités sont précisés dans chaque OM, en fonction de la/les Prestation(s) définie(s) au contrat, auquel sera appliqué le taux de TVA en vigueur.

3.2 Conditions de paiement Les honoraires sont exigibles à compter de la perception (remboursement, déduction, créance, avis de crédit, réduction de toutes natures/formes, perception de recette de toute nature) des sommes et intérêts moratoires qui découlent des recommandations émises par le

CONSULTANT. Dans le cadre de la non mise en application du dossier, par la volonté du CLIENT et cela malgré l'acceptation préalable du rapport d'expertise (tel que définie dans l'article 1.1 (ii)) le CONSULTANT sera en droit de facturer ses honoraires sur la base des chiffres présentés dans ledit rapport.

Le terme ou la résiliation du contrat n'exonèrent en aucun cas le CLIENT du paiement des honoraires dus pour les régularisations et/ou économies émanant de l'intervention du CONSULTANT.

Le CONSULTANT effectuera des comptes une fois par an et émettra une facture annuelle.

Les factures sont payables par le CLIENT à trente (30) jours en fin de mois, par chèque ou virement bancaire.

Toute facture non payée à son échéance produira de plein droit des pénalités de retard exigibles le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture. Le taux de ces pénalités de retard est fixé à trois (3) fois le taux d'intérêt légal.

En outre, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€ (Quarante euros) sera due par le CLIENT au CONSULTANT.

Article 4. Prise d'effet - Durée

Le Contrat prend effet à compter de sa signature pour la durée indiquée dans l'OM.

L'assistance à contrôle s'arrête en cas de résiliation dudit contrat pendant sa période d'expertise ou en cas de non-règlement d'une facture émise et non réglée.

Article 5. Responsabilité civile

Le CONSULTANT atteste avoir souscrit auprès d'une compagnie d'assurance un contrat responsabilité civile d'un montant de 9 000 000 €, et s'engage à fournir une attestation d'assurance sur simple demande du CLIENT.

Article 6. Référence commerciale

Le CLIENT autorise le CONSULTANT à faire référence à la relation commerciale qu'il entretient avec le CONSULTANT en utilisant la dénomination du CLIENT dans sa communication institutionnelle, promotionnelle et publicitaire, en ce compris son site Internet.

Article 7. Loi applicable et juridiction compétente

Le Contrat est soumis à la loi Française. Le CONSULTANT est soumis à une obligation de moyens. En cas de contestation portant sur l'exécution ou l'interprétation du Contrat, à défaut d'accord amiable entre les PARTIES, et à défaut de compétence exclusive impérative, le tribunal compétent sera celui du siège du CONSULTANT.

Fait en deux exemplaires originaux, A le 20/02/2023

Pour le CLIENT,

(Précédée de la mention « lu et approuvé bon pour accord »)

Pour le CONSULTANT

« Lu et approuvé bon pour accord »

Moulins-Engilbert 20/02/2023

CCBLAM
11 Pl. Lafayette
58290
Moulins-Engilbert

NEOPTIM CONSULTING
SAS AU CAPITAL DE 800 000 €
R.C.S. NANTERRE 512 488 535
TOUR EUROPLAZA
20, AVENUE ANDRÉ PROTHIN
92400 COURBEVOIE